



Boko Haram et la souveraineté du Nigeria : une histoire de frontières

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

DANS **HÉRODOTE** 2015/4 n° 159 , PAGES 58 À 75

ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707188076

DOI 10.3917/her.159.0058

Date de mise en ligne : 22/03/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-herodote-2015-4-page-58?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Boko Haram et la souveraineté du Nigeria : une histoire de frontières

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Les postes de douane se succédèrent, le poste anglais, baraque déserte, le poste français, baraque déserte. La perméabilité douanière était totale. On se demandait alors comment on pourrait jamais arriver à trancher à chair vive entre ces deux pays : le Niger et le Nigeria, sur plus de mille kilomètres de frontière de l'ouest à l'est, à travers des populations identiques.

Souvenirs d'un officier de la coloniale en poste à N'Guigmi
au Niger en 1927².

Toute frontière est une construction politique. De ce point de vue, les frontières africaines ne sont pas plus artificielles que d'autres. Initialement, le discours sur leur caractère arbitraire a ainsi été porté par les puissances coloniales afin d'illustrer leur toute-puissance lorsqu'elles se partagèrent le continent à Berlin en 1885 [Lefebvre, 2015]. Mais en réalité les contraintes et les rapports de force du terrain ont obligé à passer des compromis pour concrétiser les tracés dessinés sur des cartes. Après les indépendances, les Africains ont ensuite repris à leur compte le discours sur l'artificialité des frontières pour justifier les dysfonctionnements d'États-nations inachevés. Pays le plus peuplé du continent, le Nigeria n'échappe pas au problème. Souvent présenté comme une entité factice et créée de toutes pièces par le colonisateur britannique, il est en effet ravagé par une insurrection

1. Institut français de géopolitique, université Paris-VIII.

2. Jean Chappelle, *Souvenirs du Sahel : Zinder, lac Tchad, Komadougou*, L'Harmattan, Paris, 1987, p. 38.

djihadiste qui met en lumière la vulnérabilité de son appareil d'État dans un contexte de corruption généralisée.

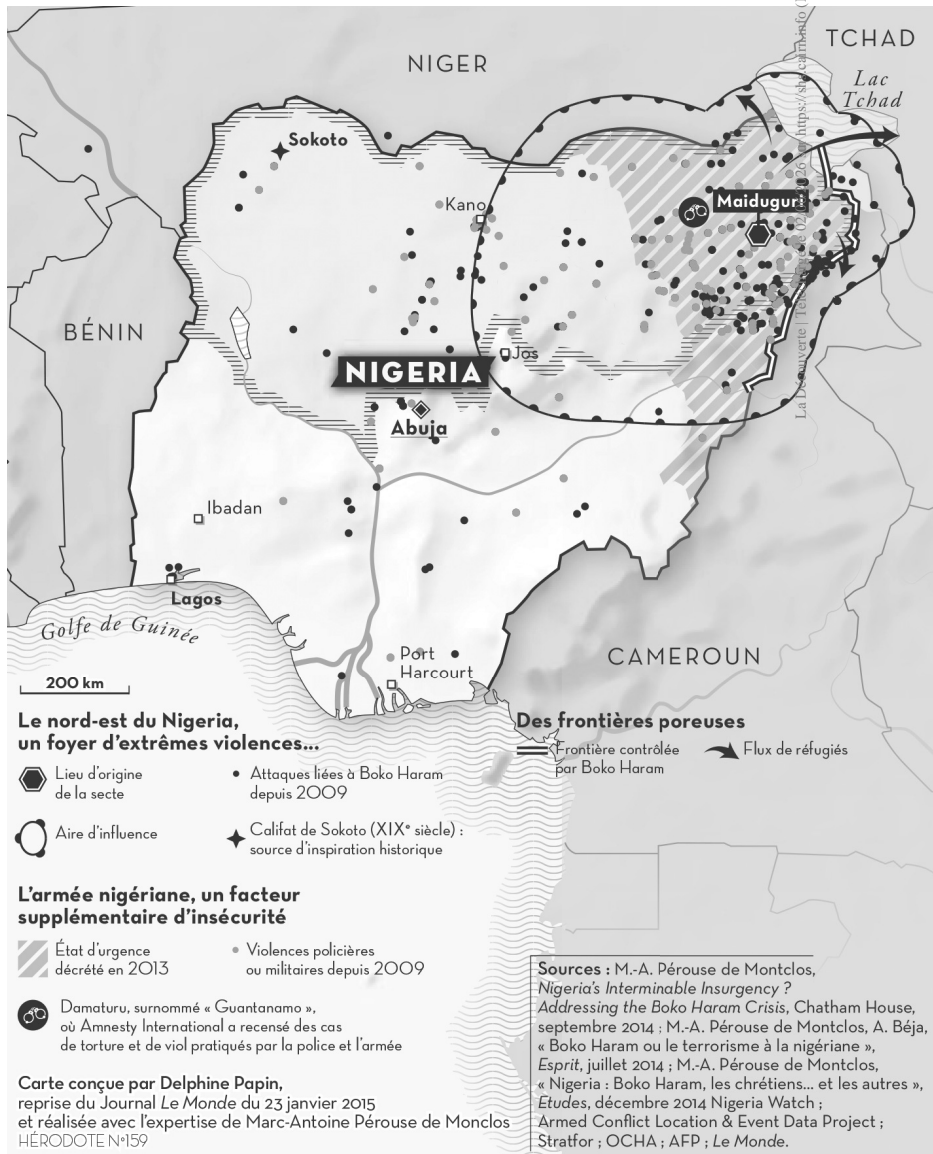
La secte Boko Haram, en l'occurrence, s'est développée au début des années 2000 dans la région périphérique du Borno, frontalière du Niger, du Tchad et du Cameroun à la pointe nord-est du Nigeria. À partir de l'imposition d'un état d'urgence en 2013, les incursions des insurgés dans les pays voisins ont alors conduit à monter en 2015 une coalition régionale censée en finir avec le groupe. À sa manière, Boko Haram a ainsi obligé l'État nigérian à repenser sa souveraineté nationale et la gestion de ses frontières. Les défis sont de trois ordres, qui sont successivement analysés dans cet article. D'abord, Boko Haram se veut panislamique et nie la réalité du Nigeria tel qu'il existe dans des limites héritées de la colonisation. De plus, les insurgés ont largement profité de la porosité des frontières pour échapper à la répression militaire. Enfin, l'affirmation des souverainetés nationales, confrontée à l'absence de contrôle territorial, a rappelé en quoi une frontière se définissait d'abord par les usages que l'on en faisait.

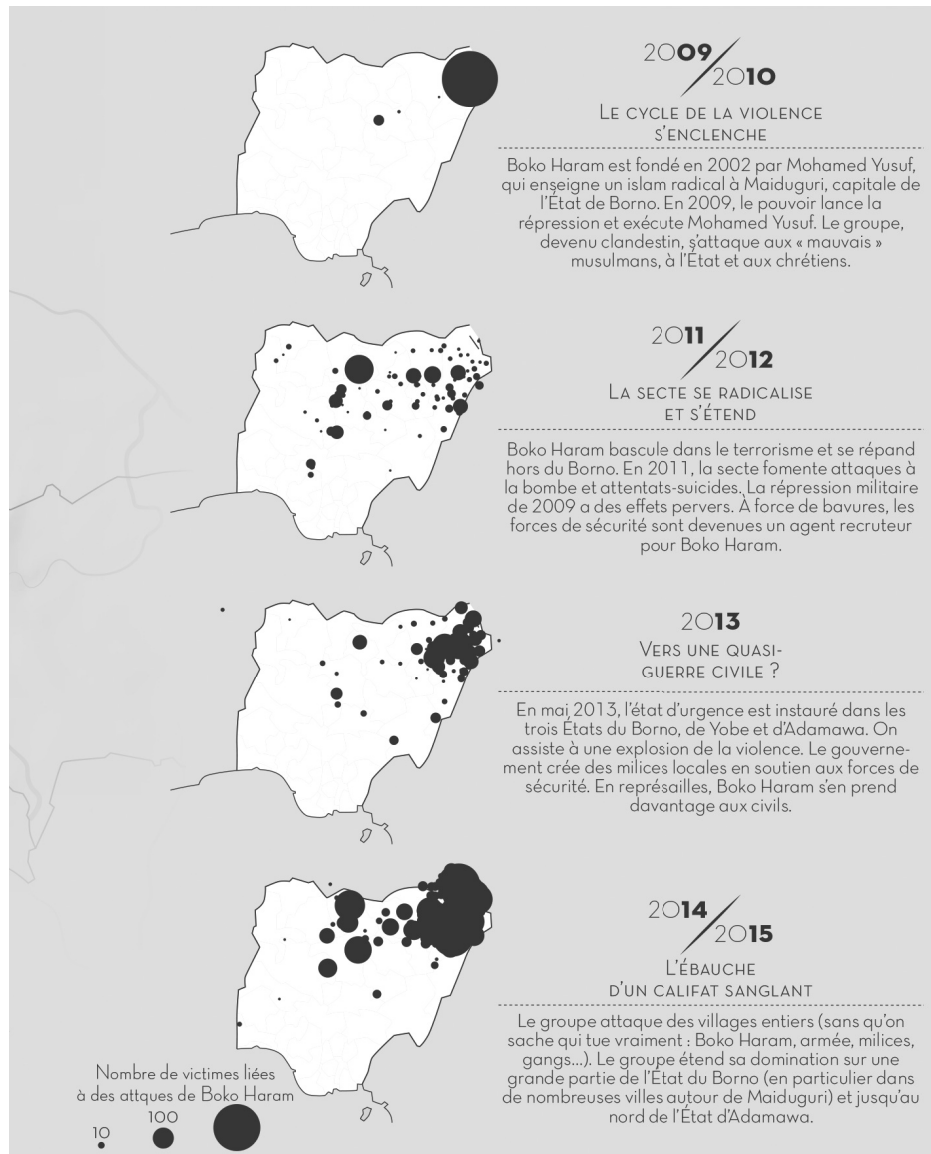
La Découverte | Téléchargez le 02/06/2026 sur <https://shs.cairn.info> (IP: 2.16.73.216.255)

Boko Haram, secte panislamique ou front de libération ethnique ?

Aujourd'hui plus connue sous le nom de Boko Haram (« l'éducation d'inspiration occidentale est un sacrilège »), la « Congrégation sunnite pour la propagation des enseignements du Prophète et de la guerre sainte » (*Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Djihad*) est initialement une secte fondamentaliste qui se développe dans un environnement musulman à partir de la capitale administrative du Borno, Maiduguri. Sous l'égide d'un prêcheur charismatique, Mohamed Yusuf, le groupe réclame une application intégrale de la charia et conteste ouvertement l'État nigérian au prétexte que la Loi de Dieu ne peut pas être appliquée correctement sous la tutelle d'une Constitution « laïque » et écrite par la main de l'Homme. Ainsi, Boko Haram ne s'apparente en rien à un front de libération des Kanouri, majoritaires dans le Borno. Sa base n'est pas ethnique mais confessionnelle. Les premiers membres de la secte se conçoivent comme une communauté « élue » et constituée de « frères » (*Yan Uwa* en haoussa ou *Ya'ianá* en kanouri), appellation à ne pas confondre avec celle des Frères musulmans (*Yan Uwa Musulmi*), d'un mouvement chiite basé à Zaria dans le nord-ouest du Nigeria.

Après l'exécution extrajudiciaire de Mohamed Yusuf par la police nigériane en 2009, son successeur, Abubakar Shekau, le dit lui-même dans des communiqués vidéo : il ne reconnaît pas l'État nigérian et se bat pour la défense de « sa » religion dans une terre d'islam rêvée et sans frontières, le *Dar al-Islam*. Dans cette perspective, Boko Haram n'est pas un mouvement irrédentiste qui viserait à restaurer l'ancien empire kanouri du Kanem-Borno, islamisé dès le XI^e siècle. Antérieure





à l'émergence de Daech en Irak et en Syrie, la demande du groupe porte dès l'origine sur l'établissement d'un État islamique nouveau et débarrassé de la corruption des influences occidentales et postcoloniales. Elle n'est pas d'annexer au Nigeria des territoires aujourd'hui situés au Tchad, au Cameroun et au Niger en direction des Toubou du Sahara, par exemple dans la région de N'Guigmi où les Toumari et les Sougourti entretiennent des affinités linguistiques et commerciales anciennes avec les Kanouri du Borno.

De fait, le grand modèle de Boko Haram reste le djihad d'Ousmane dan Fodio qui, lancé en 1804, allait aboutir à l'émergence du puissant califat de Sokoto en pays peul et haoussa dans le nord-ouest du Nigeria. Avec la colonisation britannique en 1903, ce sultanat a ensuite été intégré dans l'appareil d'État et ses héritiers sont aujourd'hui décriés par les islamistes comme les collaborateurs d'un pouvoir impie et séculier. À l'occasion de sa prise officielle de fonctions le 29 mai 2015, le nouveau président Muhammadu Buhari devait ainsi s'en réclamer, en faisant référence à la richesse culturelle de l'ensemble du Nigeria. Bien entendu, les insurgés de Boko Haram en ont une compréhension tout à fait différente. Pour eux, le sultanat de Sokoto incarne surtout la victoire d'une révolution islamique aboutie, par opposition à l'ancien empire du Borno, plus tôt islamisé mais hostile au djihad d'Ousmane dan Fodio.

Ainsi, la majorité des fidèles de Boko Haram sont kanouri parce que la secte est née à Maiduguri, et non parce qu'elle aurait des revendications ethniques. Selon le conseiller à la Sécurité nationale Sambo Dasuki, jusqu'à 80 % des combattants du mouvement seraient issus de cette communauté³. Sur trente-quatre anciens combattants de Boko Haram interrogés à Maiduguri et Bama en 2014, la très grande majorité était également des jeunes hommes kanouri qui, pour moitié d'entre eux, avaient rejoint le groupe avant 2009 [Sani et Ehrhardt, 2015, p. 7]. Les entretiens menés par l'auteur dans les prisons de Koutoukalé et Kollo au Niger début 2015 le confirment : sur cinquante et une personnes présumées membres de la secte, trente étaient des Kanouri. De plus, le « conseil exécutif » de Boko Haram, la Choura, est presque exclusivement aux mains des Kanouri, de la même façon que les leaders du djihad de Sokoto étaient essentiellement des Peuls issus, pour beaucoup, d'une caste de clercs musulmans, les Toronkawa, qui avait donné naissance à Ousmane dan Fodio et qui était proche des Toucouleurs du Fouta Toro dans le nord de l'actuel Sénégal [Van Beek, 1988, p. 170].

Il serait cependant réducteur de limiter ces insurrections islamistes à une simple révolte tribale. Au XIX^e siècle, les Peuls étaient bien trop minoritaires pour

3. Julian Borger, « Top security adviser calls soldiers cowards after Boko Haram attacks », *The Guardian*, 22 janvier 2015.

prétendre tenir un territoire aussi vaste que le califat de Sokoto. Sans la capacité de l'islam à transcender les clivages claniques ou ethniques au sein d'une même communauté de croyants, leur sultanat n'aurait sans doute pas réussi à s'institutionnaliser et à durer jusqu'à l'arrivée du colonisateur britannique [Last, 1967, p. 80]. De ce point de vue, tant le djihad de Sokoto que l'insurrection de Boko Haram s'avèrent avoir résulté d'un ensemble complexe de facteurs sociaux, économiques et politiques. La guerre sainte d'Ousmane dan Fodio, en particulier, a autant été un soulèvement religieux qu'un conflit entre les Peuls et les Haoussa, entre des nomades et des sédentaires, entre des « Blancs » et des « Noirs », entre des réformistes et des aristocrates corrompus, entre des étrangers et des autochtones. À l'époque, la majorité des Peuls n'étaient pas musulmans et nombre d'entre eux ont aussi lutté contre les djihadistes ; Haoussa et Touaregs, pour leur part, ont combattu dans toutes les armées en lice.

Dans le même ordre d'idées, Boko Haram a essayé de s'affranchir des limites du terroir kanouri en recrutant des fidèles plus à l'ouest en direction du pays haoussa, notamment dans les villes de Kano et Sokoto. Plus au sud, le groupe a également marqué des points dans l'Adamawa et jusque dans le Kogi. Mais, évidemment, son recrutement a été facilité par les liens de loyauté des solidarités lignagères. Basée sur une communauté de langue, la « confiance », dite *amana* en kanouri (un mot proche du *amano* des Somali), a été essentielle dans la propagation d'un mouvement d'abord persécuté puis devenu clandestin et terroriste. Elle explique également le mode opératoire d'un groupe qui s'est plus facilement fondu dans la population du Borno, du Yobe et du Bauchi, où ses combattants avaient pour habitude d'attaquer de nuit afin de ne pouvoir être reconnus par leurs voisins, à la différence des assauts menés de jour à Kano en dehors du terroir kanouri [Ya'u, 2015, p. 163].

Autre élément qui va à l'encontre de la thèse d'une rébellion d'ordre ethnique, les Kanouri ne forment pas du tout un ensemble homogène. Divisé en « clans », ou « fiefs » (*jilibe*), et appelés Kanowri ou Yerwa au Nigeria, Sirata dans le canton de Kolofata au Cameroun, Kanembou au Tchad et Beri-Beri ou Manga au Niger, ils constituent essentiellement une communauté de langue et une construction politique forgée sous la domination des Maghumi puis de la dynastie des Kanemi qui, au XIX^e siècle, agrègent autour d'eux les Badawai, les Jetko, les Koyam et, selon certaines sources disputées, les Tera de la collectivité locale de Bayo en direction de l'actuel État de Gombe. À l'époque, l'empire du Borno affiche d'ailleurs des prétentions à garder le contrôle des lointaines oasis de Fachi, d'Agram et du Kaouar, étape importante du commerce transsaharien dans le nord-est de l'actuelle république du Niger. Mais les Kanouri ne se reconnaissent pas dans les peuples vassaux de leur périphérie septentrionale, notamment les Mober (ou Mawar) de Diffa et Bosso dans le royaume de Kazel, les Manga de Mainé Soroa et Goudou Maria dans le Mangari,

les Dagra du Koutous et les Kanembou du côté tchadien du lac. De même en direction du sud, ils considèrent comme inférieurs les clans Marghi de Damboa ou Babur de Biu, convertis plus tardivement à l'islam [Cohen, 1970]⁴.

Historiquement, c'est en fait le colonisateur britannique qui a favorisé l'émergence d'un nationalisme kanouri et les revendications territoriales de la dynastie des Kanemi afin de s'assurer de la fidélité de l'aristocratie bornouane, trop heureuse de conforter ainsi sa prééminence dans une région disputée et troublée [Hiribarren, 2013]. Au sortir de la Première Guerre mondiale, les Alliés s'étaient partagé la colonie allemande du Kamerun. Lorsqu'en 1961 les Nations unies ont organisé un référendum d'autodétermination dans les territoires sous mandat britannique, Londres a alors soutenu les prétentions irrédentistes des Kanouri, qui ont moins voté pour l'indépendance que pour leur rattachement au Nigeria anglophone, plutôt qu'au Cameroun francophone. Par la suite s'est développé un petit mouvement nationaliste qui, déçu par la création d'un État du Borno au sein de la Fédération nigérienne, a réclamé la restauration d'un empire débordant vers le Niger, le Tchad et le Cameroun. En novembre 1976 devaient ainsi éclater des manifestations indépendantistes fomentées par des réfugiés Kanembou du Tchad et vite réprimées par les forces de l'ordre [Minahan, 1996, p. 273].

La logique d'expansion du nationalisme kanouri n'allait cependant pas recouper l'effort de propagation (*dawa*) d'un islam radical par les prêcheurs de Boko Haram. Dès 2003, le charisme de Mohamed Yusuf a attiré des fidèles venus des pays voisins parce que les frontières étaient poreuses et mal surveillées, et non parce que le groupe visait à annexer des territoires. De ce point de vue, la secte s'avère avoir eu une présence au Niger, au Tchad et au Cameroun bien avant la prétendue proclamation d'un califat dans une vidéo de 2014 dont la traduction reste contestée. À l'époque, le groupe évitait d'attaquer les pays voisins du Nigeria pour préserver ses bases arrière et ses sources de ravitaillement. C'est quand ce pacte de non-agression mutuelle a été rompu que Boko Haram a commencé à monter des opérations transfrontalières, par exemple en enlevant la famille française des Moulin-Fournier après l'arrestation de fidèles par la gendarmerie camerounaise début 2013. Le champ de bataille de la secte s'est alors étendu en direction des pays de la région à mesure que se mettait en place un état d'urgence dans le Borno puis une coalition antiterroriste en 2015.

Ainsi, les frontières internationales du nord-est du Nigeria ont joué le rôle classique que l'on retrouve dans bien des guerres asymétriques. D'abord, elles

4. Une telle distinction explique peut-être pourquoi la collectivité locale de Kwaya Kusa, où habite la minorité musulmane des Bura au sein du groupe Babur, est la seule du Borno à n'avoir jamais été touchée par les violences depuis l'émergence de Boko Haram en 2003.

ont permis aux insurgés de se réfugier dans les pays voisins et d'y établir des sanctuaires dans des zones où l'État était très peu présent. Dès 2003, par exemple, les premiers combattants du groupe qui allait devenir Boko Haram installaient leur base à Kanama sur la frontière du Niger, avant d'en être chassés par l'armée nigérienne et d'aller se cacher dans les maquis des monts Mandara en bordure du Cameroun, un terrain escarpé et difficile d'accès qui a aussi accueilli les populations fuyant les raids des esclavagistes autrefois ou des djihadistes aujourd'hui [David, 2014]. Le relief et l'absence de l'État se sont *de facto* conjugués pour faire des frontières une ressource plutôt qu'une barrière.

Le cas de la frontière entre le Niger et le Nigeria

Le cas de la frontière entre le Niger francophone et le Nigeria anglophone est significatif à cet égard. En direction du lac Tchad, elle suit le tracé de la rivière Komadougou Yobe, qui est pleine en saison des pluies et oblige donc les combattants de Boko Haram à la franchir en pirogue avec, au mieux, quelques motos. Mais lors de la saison sèche – qui permet les cultures de décreu de février à juin – il est possible de passer le gué en voiture pour éviter les deux seuls ponts de la région, à Diffa et sur la route de Geidam, surveillés par les autorités. En outre, plus aucune limite naturelle ne fixe la frontière à mesure qu'on s'éloigne du lac Tchad et que l'on se dirige vers les marches occidentales du Borno dans l'actuel État du Yobe. C'est d'ailleurs là que les premiers éléments de Boko Haram ont installé leur base, à Kanama précisément.

De fait, la frontière du Yobe est très poreuse et se caractérise par une quasi-absence de l'État. Délimitée par des traités franco-britanniques de 1890, 1896 et 1906, elle a été bornée en 1908 et n'a jamais fait l'objet de contestations de la part du Nigeria ou du Niger. Traditionnellement, les deux pays entretiennent en effet de bonnes relations. Le Niger a fortement soutenu son voisin lors de la guerre de sécession du Biafra entre 1967 et 1970. De plus, sa relation avec les populations du nord du Nigeria se caractérise par de profondes connivences culturelles, religieuses, ethniques et linguistiques. La proximité est si grande qu'un immigré musulman Haoussa du Niger établi illégalement à Katsina sera davantage intégré qu'un ressortissant chrétien et Ibo du Nigeria né dans la région mais originaire du Sud [Kazah-Toure, 2004]. Une chanson populaire décrit ainsi le Niger et le Nigeria comme deux frères appelés Hassan et Hussein, noms génériques pour désigner des jumeaux⁵.

5. Écrite par Mahamadu Gawo Filinge, ladite chanson fait en l'occurrence l'éloge du chef de la junte militaire de l'époque, Seyni Kountche, pour le rôle qu'il a joué contre la famine et la sécheresse à la suite de son coup d'État à Niamey en 1974.

Du temps de la colonisation, la frontière a en premier lieu été respectée par les administrateurs qui s'interdisent de la franchir pour éviter les incidents diplomatiques. Les Français ont vainement essayé d'y établir des postes militaires appelés « blockhaus » et destinés à réprimer le banditisme pour protéger les caravanes de marchands. Mais leurs vellétés de surveillance se sont révélées contre-productives et ont vite tourné court. En effet, elles ont dissuadé les Nigériens d'aller commercer au Niger et ont provoqué un déplacement des activités économiques vers le sud, où les postes militaires des Britanniques à Geidam, Nguru et Maiduguri étaient beaucoup plus éloignés de la frontière que ceux des Français à Tourbanguida, Dewa et Maïné-Soroa. Après avoir obligé les éleveurs à marquer leurs troupeaux pour éviter la contrebande vers le Nigeria et empêcher les Britanniques d'aller au Niger se ravitailler en viande, les Français durent ainsi renoncer en 1918 à maintenir un bureau de douane qui leur avait coûté plus qu'il n'avait rapporté.

Il leur fallut bientôt se rendre à l'évidence : la puissance d'attraction du Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, était irrésistible et il aurait été vain d'entamer une guerre d'usure économique en essayant de retenir la population du Niger ou d'attirer celle du rival britannique⁶. Une telle attitude aurait été d'autant plus absurde que les administrateurs français devaient passer par le Nigeria pour se rendre à leur poste au Niger. Une fois débarqués dans le port de Lagos, ils prenaient le train jusqu'à Kano, dont le terminus fut achevé en 1912 et où ils disposèrent d'un camp jusque dans les années 1930. Sur le plan économique, le sud-est du Niger dépendait complètement du Borno nigérian car les zones les plus favorables à l'agriculture se trouvaient au sud du lac Tchad. Les transactions commerciales s'y faisaient en shillings, à tel point que les habitants sous la domination des Français avaient du mal à s'acquitter de leurs impôts en francs⁷. Sur le plan spirituel, enfin, les musulmans de la région obéissaient aux instructions du *shehu* du Borno. Établi à Maiduguri, ville créée de toutes pièces par les Britanniques en 1907, celui-ci était le commandeur des croyants. À ce titre, son influence s'étendait jusqu'au sud-est du Niger, où il approuvait la nomination de tous les imams des mosquées du vendredi, et d'où on allait le consulter pour obtenir sa bénédiction en cas de sécheresse ou d'invasion de sauterelles.

6. Après avoir liquidé le seigneur de guerre Rabeh et restauré la monarchie kanouri en 1901, les Français avaient déjà demandé au *shehu* du Borno de payer des compensations exorbitantes afin de provoquer la fuite des paysans et de repeupler les territoires vides du Tchad et du Niger [Mohammed, 2006, p. 144].

7. Aujourd'hui encore, les résidents de la ville frontalière de Diffa commercent en nairas. Lorsqu'ils doivent se rendre à Niamey, à près de 1 400 km de là, certains disent qu'ils vont à l'étranger, voyage qui requiert une bénédiction, rituel dont ils n'ont pas besoin pour franchir les 170 km qui les séparent de Maiduguri.

Dans un tel contexte, on ne pouvait guère s'attendre à ce que les deux pays parviennent à fermer efficacement leur frontière pour lutter contre Boko Haram. En dépit de leurs rivalités, Français et Britanniques avaient déjà essayé, en 1911, d'organiser des patrouilles mixtes pour surveiller les mouvements de population et extraditer les criminels tentés de se réfugier de part et d'autre de la frontière en vue d'échapper à la justice du colonisateur. Lors de la révolte touarègue de Kaocen à Agadez en 1916-1917, les troupes britanniques du Nigeria ont même franchi la frontière pour relayer leurs collègues français et leur permettre d'abandonner leurs garnisons du Sud en vue de monter au nord mater les rebelles [Lethem et Tomlison, 1927, p. 15]. Une fois l'ordre rétabli, la nécessité d'une coopération militaire transfrontalière n'en a pas moins perduré. Plusieurs incidents ont en effet perturbé la zone après les indépendances.

Aux abords du lac Tchad, pour commencer, la localité nigérienne de Bosso a été attaquée et prise fin 1964 par un commando du mouvement de libération Sawaba qui s'était constitué à Kano, au Nigeria, et qui était dirigé par un chef traditionnel de la région, Kachalla Abba Kaka⁸. Les guerres civiles qui ont embrasé le Tchad ont ensuite déstabilisé l'ensemble de la zone. En 1990 à la chute de la dictature de Hissène Habré à N'Djamena, les derniers partisans du régime se sont ainsi réfugiés dans les îles du lac Tchad tandis que la région de Diffa accueillait des réfugiés qui s'installèrent dans les villages jusqu'à Gouré, le long de la route nationale en direction de Niamey. Regroupés au sein du MDT (Mouvement démocratique du Tchad), ces derniers partagèrent le fruit de leurs rapines et entraînaient dans leur sillage des Toubous, des Arabes et des Kanouri de N'Guigmi qui, plus au nord, réclamaient une forme d'autonomie sous la houlette du FDR (Front démocratique révolutionnaire) d'Issa Lamine. À l'époque, la région était également visée par les Toubous des Forces armées révolutionnaires du Sahara, soutenues par la Libye. Des attaques du MDT et du FDR sur Bosso ont alors suscité en 1998 la création d'une force conjointe, la MJTF (Multinational Joint Task Force), afin de patrouiller la frontière et les îles du lac avec les armées du Niger, du Tchad et du Nigeria.

Depuis, Niamey a signé des accords de paix avec les rebelles et Issa Lamine, leur chef rallié au gouvernement, est devenu député. En 2008, d'anciens militants

8. Formés par l'Union soviétique et la Chine maoïste, qui signalait ainsi son premier soutien à des mouvements révolutionnaires en Afrique, les guérilleros Sawaba avaient en fait entrepris d'attaquer des localités tout le long de la frontière lors d'escarmouches qui firent une douzaine de morts au total. Mal organisé, le mouvement fut complètement écrasé et ne connut pas de suite. Entré en rébellion contre Niamey dès 1958, Kachalla Abba Kaka fut quant à lui emprisonné, libéré avec d'autres détenus politiques dans la foulée du coup d'État de 1974, et finalement nommé chef du canton de Bosso en 1976 [Walraven, 2003].

des Forces armées révolutionnaires du Sahara ont fomenté des protestations contre l'établissement d'une raffinerie à Zinder plutôt qu'à Diffa ou N'Guigmi, où était exploité le pétrole du Niger. Mais la situation s'était largement apaisée quand les autorités du Nigeria ont décidé de passer à l'offensive contre Boko Haram et ont élargi à la lutte contre le terrorisme le mandat de la MJTF, initialement centré sur la chasse aux contrebandiers. La répression militaire a alors redonné une profondeur stratégique aux questions transfrontalières. En juillet 2009, le gouvernement nigérian a ainsi décrété un état d'urgence dans le Borno et ordonné la fermeture de la frontière avec le Niger, où ont été renvoyés des douzaines d'immigrés accusés d'être membres de la secte. Après avoir élargi l'état d'urgence aux États de Yobe et de l'Adamawawa, le Nigeria a ensuite entrepris en août 2013 d'expulser près de 22 000 clandestins établis dans la région, essentiellement des Nigériens suspectés à tort ou à raison de soutenir Boko Haram.

Mais ces mesures n'ont jamais empêché les insurgés de se jouer des frontières. En effet, Boko Haram s'est greffé sur les réseaux de contrebande pour s'approvisionner dans les pays voisins. À l'instar des paysans nigériens et nigériens qui se sont réclamés de l'une ou l'autre nationalité pour bénéficier de subventions gouvernementales sur les engrais et les motopompes, les insurgés ont pleinement su tirer parti des opportunités qu'offrait le franchissement de frontières internationales en direction de zones monétaires dont la devise était convertible, à la différence du naira au Nigeria. De même qu'au début du XX^e siècle les bandits avaient profité de la protection des frontières coloniales pour aller piller et capturer des esclaves dans les villages de « l'autre côté », les djihadistes de Boko Haram ont perpétré leurs atrocités au Nigeria en se repliant dans les pays voisins pour échapper aux poursuites des forces de sécurité. La population locale, elle, a préféré cacher les fuyitifs plutôt que de les dénoncer aux autorités.

La peur de représailles de la part des djihadistes ne suffit pas à expliquer une pareille *omerta*. En effet, les dégâts collatéraux de l'armée nigériane, qui a tué beaucoup de civils, ont attisé un sentiment de discrimination ethnique qui a pu s'exprimer en faveur de toutes les victimes du conflit, qu'elles soient ou non membres de la secte. De plus, les solidarités lignagères ont joué à plein pour dissuader les parents de dénoncer leurs propres enfants à des autorités dont ils craignaient également les représailles. Enfin, certains groupes ont cherché à profiter des troubles pour partager le butin ou se débarrasser de leurs concurrents. Au Niger et au Cameroun, des commerçants kanouri ont par exemple fait fructifier les investissements de la secte, notamment dans le transport de passagers en moto⁹.

9. C'est par exemple le cas de Babaji Yaari, qui serait un des commanditaires de l'assassinat de l'émir de Gwoza près de la frontière entre le Nigeria et les monts Mandara en 2014.

La fonction de refuge

Pour les insurgés comme pour les autorités, les frontières internationales du Borno ont ainsi été un enjeu géopolitique de par leurs fonctions de refuge et d'immunité, conjuguées à la complicité des populations locales. Tous ces problèmes, notons-le, existaient déjà du temps de la colonisation. Le tracé des frontières, en particulier, fut un moment privilégié de production géopolitique locale et internationale tout à la fois. En effet, les Français ont d'abord cherché à conforter les prétentions territoriales des chefferies qui voulaient échapper à la férule du califat de Sokoto dans l'actuel nord-ouest du Nigeria. En même temps, ils ont déposé des chefs récalcitrants qui allèrent alors trouver refuge au Nigeria pour essayer d'y fomenter des troubles. Poursuivis pour des affaires de meurtre ou d'esclavage, certains ne revinrent jamais ; d'autres composèrent avec les autorités coloniales et négocièrent leur retour au pouvoir, par exemple à Bosso en 1912 [Marthé, 2015]. Beaucoup décidèrent de rester au Nigeria car ils étaient mal rémunérés au Niger, où leurs émoluments ne dépendaient pas du nombre d'administrés à gérer mais de leur degré de soumission à des commandants de cercle plus ou moins arbitraires.

Avec la colonisation se sont alors développées de nouvelles formes de migrations. Les déplacements d'autrefois étaient surtout liés à la guerre ou à la sécheresse. On avait fui les conflits internes à l'empire peul de Sokoto, la répression des communautés mahdistes par les émirs haoussa de Kano ou la grande famine des Kanouri du Borno en 1913-1914. Historiquement, les marchands des caravanes transsahariennes suivaient quant à eux un axe nord-sud, tandis que les populations musulmanes de la région disaient traditionnellement venir de l'est, où elles allaient faire le pèlerinage à La Mecque. Mais la colonisation a bouleversé ces flux. Lors de la chute du califat de Sokoto, renversé par les Britanniques en 1903, quelque 25 000 Peuls, ou Fulani, ont fui vers l'est, où ils ont rejoint des communautés appelées génériquement Takarir : « ceux qui viennent de l'ouest ». Au début du *xx*^e siècle, on en comptait quelque 10 000 au Tchad et dans le nord du Cameroun, jusqu'à 80 000 au Soudan, où les descendants de ces immigrés peuls sont aujourd'hui connus sous le nom de Fellata.

La colonisation a également modifié les déplacements de proximité. Les populations du Niger, en particulier, ont voulu échapper à l'impôt, plus élevé qu'au Nigeria, et aux réquisitions de dromadaires, de chevaux, de bœufs ou d'ânes, inexistantes du côté britannique. Pendant la Première Guerre mondiale, ils ont aussi fui le travail forcé et la conscription des tirailleurs sénégalais. Un siècle avant de devenir un fief de Boko Haram et d'être bombardée par l'armée de l'air nigérienne en 2015, la localité d'Abadam, qui avait refusé de livrer du bétail aux militaires français, fut ainsi entièrement brûlée en 1918 ; à la suite de quoi, ses

habitants, prudents, décidèrent de reconstruire leurs maisons des deux côtés de la rivière Komadougou Yobe.

À sa manière, l'insurrection djihadiste du Borno a ainsi redonné à la frontière sa fonction première de refuge contre les conflits et les crises nutritionnelles. Après l'exécution extrajudiciaire de leur leader spirituel par la police nigériane en 2009, les membres de la secte se sont alors éparpillés dans la région. Cette stratégie de dissimulation et de dispersion (*taqiyya*) est en l'occurrence très valorisée par l'islam, en référence à l'exil (*hijra*) du Prophète depuis La Mecque vers Médine et, plus localement, du leader peul Ousmane dan Fodio depuis Degel vers Gudu, localité d'où il devait lancer en 1804 le djihad à l'origine du califat de Sokoto. Paradoxalement, la répression militaire dans le Borno a d'ailleurs contribué à l'extension de Boko Haram dans les pays voisins, où les « émirs » de la secte sont allés se réfugier. Mais, à partir de 2013, l'imposition d'un état d'urgence et la recrudescence des affrontements ont aussi précipité un exode de civils.

Les combats, en l'occurrence, ont dépeuplé les campagnes et poussé la population à aller soit vers les régions plus centrales du Nigeria, soit vers le Niger, le Tchad et le Cameroun. D'après des chiffres de mars 2015 de l'agence nigériane de gestion des catastrophes NEMA (National Emergency Management Authority), le conflit a, au total, déplacé jusqu'à 1,2 million d'habitants du Borno, de l'Adamawa et du Yobe, contre 600 000 en juillet 2014. Certains sont allés se réfugier à Maiduguri. D'autres ont trouvé abri dans des camps répartis sur une demi-douzaine de sites dans l'Adamawa, jusqu'à une douzaine à l'intérieur du Borno, où les autorités ont parfois essayé de manipuler les distributions de rations alimentaires à des fins électoralistes. Beaucoup d'habitants sont aussi partis vers les États voisins du Bauchi, de Gombe et de Taraba, parfois jusque sur le Plateau de la ceinture centrale du Nigeria.

Les réfugiés, eux, ont franchi la frontière en plusieurs vagues¹⁰. Après l'instauration d'un état d'urgence en mai 2013, les villageois ont d'abord fui les opérations militaires en cours dans les campagnes, notamment les bombardements de l'armée de l'air, initialement très intensifs. À l'époque, des écoles coraniques se sont déplacées tout entières, emmenées par leur marabout et ses élèves. À partir de juillet 2013, veuves et enfants ont ensuite cherché à échapper aux représailles de Boko Haram, qui a ciblé les individus soupçonnés de collaborer avec les autorités. À partir de décembre 2013, enfin, l'ensemble de la population a voulu fuir les exactions de toutes les parties en présence, conjuguées aux tentatives de conscription forcée dans les rangs de la secte ou des milices paragouvernementales. La dégradation de la situation économique du Borno et l'impossibilité

10. Entretien avec le représentant du HCR au Niger, Karl Steinacker, Niamey, 4 juillet 2014.

d'y cultiver la terre ont également entraîné le départ des plus vulnérables et des mendiants.

Les organisations humanitaires dénombraient ainsi quelque 150 000 réfugiés fin 2014, essentiellement au Niger (près de 100 000), suivi du Cameroun (37 000) et, dans une moindre mesure, du Tchad (17 000). Le relief, qui facilite le franchissement de la frontière vers Diffa plutôt que vers le lac Tchad ou les monts Mandara, explique pour partie le tropisme nigérien. Mais l'histoire des migrations a aussi, encore une fois, joué un rôle important. En effet, de nombreux Nigériens de Diffa et Bosso étaient partis trouver du travail au Nigeria. Deux tiers des « réfugiés » comptabilisés au Niger après l'état d'urgence en mai 2013 étaient en fait des rapatriés sans papiers et donc apatrides. Leur afflux a finalement décidé les autorités à ouvrir des camps à Sayam Forage, N'Guigmi et Gaptiari pour accueillir une partie des Nigériens arrivant du Borno, dont le nombre avait quasiment doublé en six mois fin 2014.

En décembre 2014, le gouvernement nigérien a alors accepté d'accorder automatiquement l'asile à toutes les personnes en provenance des États du Borno, du Yobe et de l'Adamawa, à charge pour le HCR (Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés) de les reloger à Sayam Forage dans un camp planifié pour 10 000 personnes à 50 km au nord de la frontière. Le Cameroun et le Tchad ont adopté une politique similaire en installant des camps situés respectivement à 120 km et 70 km de la frontière, l'un à Minawao pour 36 000 personnes, l'autre à Baga Sola, au lieu-dit « Dar-es-Salam », pour 15 000 réfugiés, en réalité 3 000 en janvier 2015. Leur éloignement et l'absence de toute perspective économique n'ont pas été pour rien dans la réticence des Nigériens à aller y vivre. De fait, la création de camps a surtout répondu à des considérations sécuritaires et géopolitiques.

Les migrations forcées : un enjeu géopolitique

Deux écoles de pensée s'opposent à ce sujet. La première vise effectivement à établir des camps pour essayer de contrôler une population mouvante. Mais la seconde souligne les inconvénients d'une solution qui n'est pas tenable à moyen terme et qui risque de servir de base arrière ou de vivier de recrutement pour les groupes insurgés. Échaudé par son expérience des réfugiés touarègues fuyant le nord du Mali lors de la crise de 2013, le Niger a initialement suivi ce modèle en essayant d'établir un cordon sanitaire pour contenir et filtrer les flux migratoires en provenance du Borno. Partant, il a refusé d'ouvrir des camps qui risquaient de devenir des abcès de fixation et d'attirer toutes sortes de trafics du fait de la présence d'une aide humanitaire. Sa décision a été prise de concert avec le Nigeria, qui craignait lui-même que ses propres camps de déplacés internes soient infiltrés ou pillés par les combattants de Boko Haram.

Dans le cas du Niger, il était en outre difficile de suivre les règles du HCR, qui impose de construire des abris à une distance d'au moins 50 km des frontières des pays d'origine des réfugiés, justement pour éviter que les camps ne soient transformés en bases militaires par des groupes insurrectionnels. En pratique, une telle contrainte aurait obligé les Nigériens du Borno à aller s'installer au nord près de N'Guigmi, dans une zone désertique et sans accès à l'eau. Par défaut, les autorités ont donc préféré les regrouper dans un quartier de Diffa, Gagamari, qui comptait quelque 17 000 occupants relogés sous des tentes fin 2014.

Opérant un complet revirement de stratégie, le gouvernement nigérien s'est cependant résolu à ouvrir un camp à Sayam Forage près de N'Guigmi lorsque la coalition militaire s'est mise en place pour lutter contre Boko Haram début 2015. À cela plusieurs raisons. La première vague de réfugiés, d'abord, était essentiellement constituée d'émigrés d'origine nigérienne qui avaient rencontré moins de difficultés à s'installer en famille grâce aux liens de solidarité lignagère. Ce ne fut pas le cas des Nigériens qui suivirent et qu'il fallut entièrement prendre en charge. De plus, la dispersion des nouveaux venus n'était pas sans inquiéter les autorités, qui craignaient une stratégie d'infiltration des insurgés pour noyauter les localités s'égrenant le long de la frontière. Des réfugiés ont ainsi été impliqués dans l'attaque de Boko Haram contre Bosso en janvier 2015.

Enfin, l'approche de l'élection présidentielle du Nigeria a mis en évidence la nécessité de regrouper les populations susceptibles d'aller voter. En principe, les citoyens nigériens doivent accomplir leur devoir électoral à l'endroit où ils sont enregistrés. En pratique, une telle disposition risquait donc de priver de droit de vote plus d'un million de réfugiés et déplacés, près de 2 % des quelque 67 millions d'électeurs dûment enregistrés par les autorités. Il a fallu attendre la mi-janvier 2015 pour que le Parlement nigérien accepte d'amender le code électoral en vue de permettre aux victimes du conflit d'aller voter dans les camps de déplacés. Dans les pays voisins, en revanche, les réfugiés n'ont pas été en mesure d'accomplir leur devoir électoral. Beaucoup n'avaient de toute façon pas reçu de carte d'électeur et ne semblaient pas au courant de la date précise du scrutin, même si les gouverneurs du Borno et du Yobe leur avaient envoyé des bus pour essayer de les rapatrier à temps.

Conclusion

À l'épreuve du feu, la crise a ainsi redessiné les équilibres géopolitiques de la région. Du temps de la colonisation, la délimitation d'États avait déjà conduit à bouleverser la nature des flux migratoires et économiques autour du lac Tchad. Tandis que l'introduction et la systématisation de l'impôt poussaient certaines

populations à déménager, la monétisation des échanges a en effet incité les commerçants à profiter des frontières pour, par exemple, jouer sur les taux de change et les différentes demandes d'un pays à l'autre. Après les indépendances, les États de la région ont ensuite voulu affirmer leurs souverainetés nationales en se disputant quelques îles du lac Tchad. L'insurrection de Boko Haram les a alors forcés à revisiter la question des frontières.

Première innovation, l'arrivée d'organisations humanitaires a créé des abcès de fixation qui, contrairement aux exodes d'autrefois, ont canalisé les flux migratoires en direction de camps de réfugiés. Comme souvent en pareil cas, l'aide internationale a joué un rôle stratégique pour les États parties au conflit. Au Niger, au Tchad et au Cameroun, elle a ainsi permis d'établir des zones tampons autour du Nigeria en poussant les réfugiés à aller s'installer à bonne distance des frontières s'ils voulaient bénéficier d'une assistance alimentaire et médicale. Dans le cas de la République du Niger, plus particulièrement, le HCR a été convié à construire près de N'Guigmi un camp susceptible d'accueillir 30 000 personnes, dont les ressortissants de la région évacués *manu militari* des îles du lac Tchad après une attaque de Boko Haram à Karamga en avril 2015. Les organisations humanitaires ont même été une source de revenus pour les forces de sécurité. En effet, les autorités leur imposent de payer des escortes armées et obligatoires pour aller sur le terrain. Les sommes versées à l'armée nigérienne ne sont pas négligeables. Concernant le seul HCR, elles se sont élevées à 800 000 dollars en 2014 sur un budget opérationnel d'un montant total de 21 millions de dollars pour l'ensemble des réfugiés accueillis au Niger.

Autre changement géopolitique important, l'établissement d'une coalition régionale pour lutter contre Boko Haram a redistribué les cartes à l'échelle des frontières du lac Tchad. La montée en puissance d'un ennemi commun a en effet conduit à rapprocher deux pays, le Cameroun et le Nigeria, qui se faisaient encore la guerre en 1994 à propos d'un territoire disputé et riche en pétrole dans le golfe de Guinée, à savoir la péninsule de Bakassi. Pour sa part, le Tchad a réussi à négocier avec le Nigeria un droit de poursuite contre les insurgés en dépit de tensions anciennes à propos de la souveraineté de quelques îles du lac. Nécessité fait loi : la menace djihadiste a ainsi eu raison de l'arrogance nationaliste du puissant Nigeria en l'obligeant à composer avec ses voisins francophones et à réfréner les ambitions de gendarme régional qu'il avait affichées au moment du boom pétrolier des années 1970. Aujourd'hui basées à N'Djamena dans le cadre de l'opération Barkhane pour lutter contre les groupes terroristes au Sahel, les troupes françaises du Tchad avaient d'ailleurs déjà, en 1900, créé un précédent en franchissant sans autorisation les frontières du Nigeria britannique et du Cameroun allemand pour intervenir dans le Borno et y éliminer un fameux seigneur de guerre mahdiste, Rabeh. À l'époque, l'affaire avait bien suscité quelques protestations de pure

forme de la part de Londres et Berlin. Mais les Britanniques du Nigeria et les Allemands du Cameroun s'étaient surtout réjouis de ce que les Français les débarassent d'un fléau qui ravageait l'ensemble de la région [Lavers, 1994, p. 238].

De ce point de vue, il s'avère que l'insurrection de Boko Haram a représenté une double menace pour la souveraineté du Nigeria. D'une part, le discours et les pratiques des djihadistes revenaient à « effacer » des frontières internationales tout en réveillant des tensions régionales à l'intérieur du pays, notamment entre les musulmans du Nord et les chrétiens du Sud. D'autre part, la montée en puissance des insurgés a obligé Abuja à accepter officiellement le principe d'une intervention militaire étrangère sur son territoire, une première dans l'histoire post-indépendance du Nigeria et une humiliation nationale qui n'est certainement pas pour rien dans la défaite du président sortant et la victoire d'un nordiste, Muhammadu Buhari, aux élections de 2015. Dans le même temps, les migrations provoquées par les affrontements ont révélé le poids de l'histoire et des héritages coloniaux. Aujourd'hui encore, les Kanouri du Nigeria disent qu'ils vont « en France » (*Faransa*) quand ils se rendent au Niger !

Bibliographie

- COHEN R. (1970), « Incorporation in Borno », in COHEN R. et MIDDLETON J. (dir.), *From Tribe to Nation in Africa : Studies in Incorporation Processes*, Scranton, Chandler, p. 150-174.
- DAVID N. (2014), « Patterns of slaving and prey-predator interfaces in and around the Mandara Mountains (Nigeria and Cameroon) », *Africa*, vol. 84, n°3, p. 371-397.
- HIRIBARREN V. (2013), « A European and African joint-venture : writing a seamless history of Borno (1902-1960) », *History in Africa*, vol. 40, p. 77-98.
- KAZAH-TOURE T. (2004), « A discourse on the citizenship question in Nigeria », *Democracy & Development*, vol. 4, n° 1, p. 41-63.
- LAST M. (1967), *The Sokoto Caliphate*, Longmans, Londres.
- LAVERS J. (1994), « The Awlad Rabih, 22 April 1900-23 August 1901 », *Paideuma*, vol. 40.
- LEFEBVRE C. (2015), *Frontières de sable, frontières de papier. Histoire de territoires et de frontières, du djihad de Sokoto à la colonisation française du Niger, XIX^e-XX^e siècles*, Publications de la Sorbonne, Paris, 543 p.
- LETHEM G. J. et TOMLINSON G. J. F. (1927), *History of Islamic Propaganda in Nigeria*, Waterlow & Sons, Londres, 93 p.
- MARTHÉ D. M. (2015), *Dans les marches nord du Borno (Bornou). Les mutations politiques coloniales dans l'Est nigérien (1893-1960)*, L'Harmattan, Paris, 294 p.
- MINAHAN J. (1996), *Nations without States : a Historical Dictionary of Contemporary National Movements*, Greenwood, Westport.
- MOHAMMED K. (2006), *Borno in the Rabih Years, 1893-1901 : the Rise and Crash of a Predatory State*, University of Maiduguri, Maiduguri, 208 p.

- SANI U. et EHRHARDT D. (2015), *Pathways to Radicalization: Life Histories of JAS Members*, NSRP, Abuja.
- VAN BEEK W. (1988), «Purity and statecraft: the Fulani djihad and its empire», in VAN BEEK W. (dir.), *The Quest for Purity: Dynamics of Puritan Movements*, Mouton De Gruyter, Berlin.
- WALRAVEN K. VAN (2003), «Sawaba's rebellion in Niger (1964-1965): narrative and meaning», in ABBINK G. J., BRUIJN M. de et WALRAVEN K. van (dir.), *Rethinking Resistance: Revolt and Violence in African History*, Brill, Leyde, p. 218-252.
- YA'U Y. Z. (2015), «Insurgency, community reliance and human rights abuse: a case study of Northern Bauchi», in GALADIMA H. et ALUAIGBA M. (dir.), *Insurgency and Human Rights in Northern Nigeria*, Center for Information, Technology and Development, Kano.